

2 Politique

PDG/En prélude du congrès extraordinaire/Début des conseils provinciaux ce week-end

Les "Pdgistes" en quête d'un nouveau souffle



Photo : Julie Ngumbi

Les leaders du PDG dans l'Ogooué-Maritime. Leur province ouvre le bal des conseils provinciaux.



Photo : RAD

Une vue des militants de Port-Gentil à l'occasion de la célébration du 46e anniversaire.

SM

Libreville/Gabon

La province de l'Ogooué-Maritime ouvrira, ce samedi, le bal de cette série de congrès, avec pour question essentielle : "Quel avenir pour le Parti démocratique gabonais (PDG) ?".

LE congrès extraordinaire du Parti démocratique gabonais (PDG), amorce sa dernière ligne droite ce week-end, avec l'organisation des conseils provinciaux. Les "Pdgistes" de la

province de l'Ogooué-Maritime ouvrent le bal, ces 21 et 22 octobre, selon le programme annoncé par le secrétaire général de cette formation politique, Eric Dodo Bounguendza.

Ces congrès provinciaux visent à préparer le 11e congrès extraordinaire du parti au pouvoir, baptisé "le Congrès de la Régénération et de la Révitalisation du PDG". Lequel est prévu en décembre prochain (les 16 et 17). Ces assises nationales auront pour enjeu d'amener les militants de ce parti à porter un regard

froid sur la vie de leur formation politique. Ainsi qu'à rendre "l'adhésion de chaque citoyen aux idéaux du PDG encore plus attrayante ; à rendre le pouvoir à la base ; à consolider les rapports avec les populations et à se concentrer sur les attentes et les préoccupations de ces dernières ; à renforcer les liens entre la hiérarchie du parti et les structures de base, et à encourager les candidatures des jeunes et des femmes aux élections".

Selon la note d'orientation, ces conseils provinciaux

devront préparer "consciencieusement, scrupuleusement, (...)", ledit congrès extraordinaire. En partant des rappels historiques sur l'évolution du parti, les congressistes devront se prononcer, sans détours, sur les réussites et les limites de leur formation politique, sur les stratégies de sa "Régénération" et de sa "Revitalisation", sur les leçons à tirer, la réorganisation des instances dirigeantes et les autres outils organisationnels et fonctionnels.

De même, les "Pdgistes"

devront, au cours de leurs travaux provinciaux, se prononcer sur les modalités innovantes de paiement des cotisations et autres types de financement du parti.

Autrement dit, ces conseils provinciaux devraient annoncer les couleurs d'un congrès de "conséquence" pour l'avenir de cette "locomotive de la Majorité républicaine et sociale pour l'Émergence". Ces assises, à en croire son actuel "SG", doivent faire de ce parti une "organisation forte, moderne, tournée vers

l'avenir" pour soutenir la vision et l'action de développement prônées par le "Distingué camarade président", Ali Bongo Ondimba.

Les provinces de la Ngounié et de la Nyanga organiseront leurs assises, respectivement, les 28 et 29 du mois en cours. Suivront l'Ogooué-Ivindo et le Woleu-Ntem, les 4 et 5 novembre ; le Moyen-Ogooué et l'Estuaire, les 11 et 12 novembre ; puis le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Lolo, les 18 et 19 novembre 2017.

La situation du PDG aujourd'hui

Loin du lustre d'antan !

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Face à la crise qui le mine, le PDG n'est plus en réalité que l'ombre d'un vieil appareil qui a du mal à s'adapter aux réformes impulsées, dans la marche du pays, par son "Distingué camarade président" Ali Bongo Ondimba. Ce qui se traduit par une certaine démission sur le terrain, une guerre générationnelle dont l'une des conséquences est la démission «à l'anglaise» de son ancien secrétaire général, Faustin Boukoubi.

LA vie au PDG ne semble plus être un long fleuve tranquille. Perte de vitesse sur le terrain et démissions en cascades riment désormais le quotidien d'une formation politique au pouvoir depuis près de 50

ans. C'est dans cette ambiance que se prépare le congrès de décembre prochain dont le but est de donner un coup de fouet à une organisation aux abois minée par ses contradictions internes.

«Le PDG est une machine à remporter les élections». Cette proclamation, jadis ressassée par les plus convaincus de la chapelle, correspond aujourd'hui à une réalité contestée sur le terrain. Ce d'autant plus que l'ex-parti des masses connaît une perte de vitesse évidente sur le plan électoral.

Surtout lorsqu'on s'en tient au dernier scrutin présidentiel où tout le monde a pu noter une certaine démobilisation des troupes. Au point que le candidat Ali Bongo Ondimba n'aura pas eu la tâche facile dans certaines localités pourtant, de tradition, acquises au PDG.

De cette élection présiden-

tielle de 2016, il y aura beaucoup à dire, non sans dégager les responsabilités des camarades qui auront presque fait dans la trahison en pactisant, dans l'ombre pour les moins courageux, et en public pour les courageux, avec «l'ennemi». Et le prochain congrès sera l'occasion, pour les militants, de laver le linge sale en famille et de faire le ménage. Tant, - ce n'est un secret pour personne - que la rupture entre la base et le sommet est (presque) consommée. Ladite rupture, à l'origine des maux du PDG, serait due d'abord aux nombreux départs et autres démissions. La plupart des partants, avec armes et bagages, sont allés gonfler les rangs de l'opposition. Rendant difficile la situation du parti dans la plupart des circonscriptions électorales du pays. Toute chose qui justifie la frilosité

des «camarades» à s'attacher à ces néo-opposants, anciens "Pdgistes", en quête de virginité politique. Des nouveaux "champions du renouveau" qui ont su tirer à leur profit d'un contexte anti-PDG qu'ils ont pourtant, du temps de leur règne, exacerbé auprès des populations.

En outre, la guerre des générations l'aura également affaibli. Des rivalités intestines dont l'une des victimes aura été Faustin Boukoubi. Du moins s'il faut le considérer comme tel. Le secrétaire général démissionnaire aurait, à en croire les habitués de Louis (siège du parti), fait les frais des querelles qu'il n'a jamais su arbitrer. D'ailleurs, certains estiment que ce départ pour le moins «silencieux», quelques mois avant le congrès, était pour ne pas avoir à se justifier sur la



Photo : Bandama

Les militants au cours d'une grande rencontre.

crise de fond qui traverse une formation politique dont il avait la charge depuis 14 ans sans discontinuer. Avec pourtant à son actif plusieurs grandes victoires électorales.

In fine, ce congrès, intervenant à quelques mois des élections législatives, sans donner lieu à un véritable nettoyage des écuries, devra se fonder sur un certain courage politique de-

vant trancher avec le dilettantisme et l'embrigadement au nom des réalités qui ont fait leur temps. Il faut croire que les grandes retrouvailles sous le thème des "2 R" (redynamisation et revitalisation) promettent d'être tendues.

A défaut de sauver le soldat PDG, ce sera la mort annoncée de ce parti de 50 ans.

Communiqué du gouvernement sur le Dialogue politique intensif Gabon-Union européenne

Depuis le 13 septembre 2017, le Gabon et l'Union européenne ont engagé un Dialogue politique dit «intensifié». Ce processus est ouvert aux Nations unies qui peuvent y participer en tant qu'observateur.

Au-delà de son engagement au titre de l'Accord de Cotonou, le Gabon y participe de bonne foi, et avec la ferme volonté de mener des discussions sereines sur les thèmes et les questions arrêtés de commun

accord.

Trois sessions ont déjà eu lieu et ont porté sur les thématiques suivantes :

- La mise en œuvre des actes du Dialogue politique signé entre le pouvoir et l'opposition le 26 mai 2017 ;
- Les réformes du processus électoral ;
- Les droits de l'Homme et notamment le traitement des violences

post électorales.

Au cours de la 3ème session du 17 octobre 2017, l'Union européenne a indiqué qu'une enquête internationale indépendante sur les violences post électorales de 2016 était la seule voie.

Il est à rappeler que le Gabon, qui est Etat partie à divers traités et conventions sur les droits de l'Homme, a déjà pris des mesures pour faire la lumière sur ces vio-

lences conformément à son cadre juridique.

De plus, le Gabon a volontairement saisi la Cour pénale internationale, seule instance habilitée à mener une enquête internationale en la matière.

Le Gabon considère aussi que les actes du Dialogue politique entre le pouvoir et l'opposition ont posé les bases de la consolidation d'un climat politique apaisé. Toute injonc-

tion extérieure qui ne serait pas susceptible de favoriser cet objectif n'est pas acceptable.

Enfin, le Gabon attache le plus grand prix au Dialogue politique intensifié avec l'Union européenne. Au cours des prochaines sessions de ce Dialogue, toute déclaration tendancieuse et non corroborée ne sera pas de nature à créer les conditions d'une discussion ouverte et constructive.